

Nous attendons avec intérêt et, comment dirais-je, un optimisme ou un pessimisme mitigé, de voir si la déclaration amènera le gouvernement d'Afrique du Sud à modifier sa politique dans les six prochains mois.

• (1550)

[Français]

Malheureusement, les politiques de parti continuent d'être mises en vigueur. Les Canadiens et Canadiennes apprécieraient que le premier ministre (M. Mulroney) réponde aux questions suivantes: D'abord, quels critères précis notre gouvernement a-t-il l'intention d'utiliser pour surveiller la situation en Afrique du Sud et pour voir si les changements se manifestent?

Deuxièmement, quelle sorte de plans d'urgence notre gouvernement et les gouvernements des autres pays du Commonwealth ont-ils préparé, si l'Afrique du Sud poursuit sa politique d'apartheid?

[Traduction]

Je voudrais maintenant passer à l'autre sujet d'une importance et d'un intérêt primordial pour le monde entier, soit le problème général du désarmement, le problème particulier du désarmement nucléaire et, plus précisément, la rencontre qui doit avoir lieu le mois prochain entre le président Reagan et M. Gorbachev.

[Français]

La rencontre du Président Reagan et du Secrétaire général Gorbachev le mois prochain à Genève pourrait s'avérer un point de jonction critique dans l'histoire humaine. Le monde se trouve à un point tournant dans la lutte pour ralentir la course aux armements, et surtout la course aux armements nucléaires.

Aujourd'hui, monsieur le Président, toutes les nations dépendent 1,000 milliards de dollars en armements par année, un montant suffisant pour enrayer la dette de tous les pays du Tiers-Monde. Il est temps de changer ces priorités.

Le premier ministre (M. Mulroney) a affirmé que le Sommet de Genève est une chance unique qui ne devrait pas être ruinée dans le processus vers une paix mondiale. Il a tout à fait raison. Il a aussi dit qu'il était temps que les États-Unis et l'Union soviétique franchissent une autre étape.

Tous les Canadiens et Canadiennes approuvent entièrement cette déclaration. Monsieur le Président, le Canada est réputé pour sa capacité de discuter franchement avec les deux superpuissances. C'est une tradition que nous devons continuer de nourrir et chérir. Mais elle est mieux chérie et nourrie par des gestes concrets et précis.

Je voudrais que le premier ministre lui-même franchisse cette autre étape.

[Traduction]

Durant les mois d'été, j'ai eu l'occasion d'aller à Moscou et à Washington, de m'entretenir avec le négociateur en chef de l'Union soviétique aux récents pourparlers de Genève et d'avoir tout de suite après un entretien avec son homologue

Déclarations de ministres

américain à Washington. Tandis que le premier ministre conférerait avec les chefs de gouvernement du Commonwealth aux Antilles, il m'a été donné de prendre part à Vienne à une importante réunion sur le désarmement où assistaient un certain nombre de premiers ministres, de même que les chefs de parti du mouvement social-démocrate.

Je le dis au premier ministre et à toute la population, il me semble qu'un cadre d'entente est possible. Je le signale au premier ministre, il peut et doit prendre dès maintenant une mesure concrète supplémentaire. La conclusion que je tire des entretiens que j'ai eus à Washington, à Moscou et la semaine dernière à Vienne, c'est que les deux superpuissances conservent chacune une certaine rigidité dans un domaine-clé particulier. Si les termes d'un accord leur étaient présentés avec conviction, avec le moins d'effets oratoires possible, par un certain nombre de pays, membres ou non de l'Alliance de l'Atlantique Nord, il y aurait au moins de meilleures chances d'arriver à un accord.

Le cadre qui semble très clair comprend les points suivants. Le premier devrait être commun aux deux superpuissances, car il s'agirait qu'elles s'entendent pour que non seulement nous ayons dès maintenant un blocage dans le développement de nouvelles armes nucléaires, mais que chacune d'elles réduise son arsenal nucléaire. Les deux superpuissances savent que l'Union soviétique a l'avantage de la force de frappe dans certains domaines et que les États-Unis ont l'avantage dans certains autres. Les deux superpuissances savent—et elles ont une compétence qui nous manque—ce qu'il faut faire pour obtenir une réduction de la part des États-Unis dans certains domaines et pour obtenir une réduction de la part de l'Union soviétique dans d'autres domaines, pour rétablir un certain équilibre. C'est là-dessus qu'elles doivent s'entendre mutuellement. Ce n'est pas grand-chose pour les personnes sensées et compétentes de dire que c'est sur ce point qu'elles doivent s'entendre à ce stade de l'histoire humaine.

On n'a répété que deux autres choses dans les entretiens privés de Washington, Moscou et Vienne. Premièrement, l'Union soviétique se doit de dire qu'elle acceptera la vérification sur place des changements annoncés qui doivent aboutir à une désescalade des armements et à la promesse de ne pas en fabriquer davantage, après toutes les discussions qui ont été tenues à ce sujet. L'Union soviétique doit changer son fusil d'épaule. Elle en a parfois parlé, mais elle a toujours été très réticente à ce sujet. Étant donné qu'elle s'oppose vivement à l'escalade des dépenses dans la guerre des étoiles, il est très possible que l'Union soviétique soit maintenant disposée à accepter. Il faut que les Soviétiques soient disposés à le faire. Deuxièmement, les États-Unis doivent faire une concession que le gouvernement Reagan n'était pas disposé à faire; comme je l'ai déjà dit à la Chambre, ils doivent mettre la guerre des étoiles au programme des discussions. Quel genre de discussion peut-on avoir lorsqu'une partie vient à la table de négociation en disant «nous voulons que vous discutiez de tout, mais il y a un sujet que nous refusons d'aborder»?